

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 22 octobre 2015



Aujourd'hui, le vingt-deux octobre deux mille quinze à 11h, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle n°3 au Département des Hautes Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : COMMUNICATIONS / Autorisation du Président à ester en justice

Exposé des motifs :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 22 juillet 2015 donnant délégation au Bureau pour les actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,

Considérant qu'un recours en annulation contre l'arrêté inter-préfectoral portant approbation du SAGE Adour Amont a été introduit devant le Tribunal Administratif de Pau sous le numéro de requête 1502027.

Considérant l'accord du Bureau pour une intervention volontaire de l'Institution dans le contentieux précité,

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Président à défendre les intérêts de l'établissement dans cette affaire,

Il vous est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Président à ester dans les instances ci-dessus rappelées,
- de désigner comme avocat Maître LAPLANCHE Lucile, pour défendre l'Institution Adour dans cette affaire.

LE BUREAU

Après avoir délibéré,



D E C I D E

Article 1

- Autorise Monsieur le Président à ester en justice auprès du Tribunal Administratif de Pau dans le contentieux contre l'arrêté inter-préfectoral portant approbation du SAGE Adour Amont
- Désigne Maître LAPLANCHE Lucile pour défendre les intérêts de l'établissement public dans cette instance.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 22 octobre 2015 à Mont de Marsan

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Pour le Président,
La Vice-Présidente

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Christiane Autigeon', written over a horizontal line.

Christiane AUTIGEON

⚡ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*